

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
REÇU RÉF.

6 AVR 78

152-0

CONSEIL EXÉCUTIF

COMMISSION D'ENQUÊTE
SUR LE COUT DE LA 21^E OLYMPIADE

RAPPORT PRÉLIMINAIRE

ET

CORRESPONDANCE ENTRE
M. LEVESQUE ET M. MALOUF

RAPPORT AU
LIEUTENANT-GOUVERNEUR EN CONSEIL

LE 1^{ER} AVRIL 1978

TABLE DES MATIERES

1. Le mandat de la Commission	2
2. Nomination des commissaires	2
3. Nomination du secrétaire et du procureur en chef	3
4. Occupation des locaux	3
5. Publicité	4
6. Le début des travaux	4
7. L'assermentation des commissaires	4
8. L'organisation du personnel	5
9. Avis au public	6
10. Interprétation de notre mandat	6
11. Formation des équipes de travail	6
12. Nos constatations à date	7
13. Nos effectifs	8
14. Budget	9

RAPPORT AU LIEUTENANT-GOUVERNEUR EN CONSEIL

1. Le mandat de la Commission

Le 13 juillet 1977, le Conseil exécutif a adopté un arrêté en conseil constituant sous l'autorité de la Loi des Commissions d'enquête (S.R.Q. 1964, chapitre 11) une commission chargée de faire une enquête complète sur le coût des Jeux de la 21^e Olympiade et sur celui des installations olympiques situées au Québec.

Ledit arrêté en conseil prévoit que la Commission fasse un rapport préliminaire au lieutenant-gouverneur en conseil sur ses constatations, opinions et recommandations le 1^{er} avril 1978.

2. Nomination des commissaires

M. Albert H. Malouf, Juge de la Cour supérieure, fut nommé président de la Commission par ledit arrêté en conseil. Les deux autres commissaires, M. Gilles Poirier, ingénieur, et M. Jean-Guy Laliberté, comptable agréé, furent nommés par un arrêté en conseil en date du 24 août 1977.

3. Nomination du secrétaire et du procureur en chef

Le secrétaire de la Commission, Me Réginald Savoie, a commencé à travailler pour la Commission le 17 octobre 1977 et fut nommé comme tel par un arrêté en conseil le 21 décembre 1977.

Le procureur en chef, Me J.-Bernard Carisse, est entré en fonction le 31 octobre 1977.

4. Occupation des locaux

L'atmosphère sereine régnant au Palais de justice de Montréal et le fait que cet endroit contienne toutes les installations utiles aux fins d'une commission d'enquête ont été les facteurs déterminants dans le choix de cet emplacement par les commissaires. L'espace nécessaire pour les fins de la Commission y était aussi disponible.

Des entretiens ont donc eu lieu avec le Ministère des Travaux publics en août 1977 pour que les bureaux de la Commission soient aménagés au 7^e étage le plus tôt possible. Pour des raisons hors de notre contrôle, la livraison de nos locaux a été retardée plusieurs fois et nous n'avons pu occuper nos locaux permanents avant

le 21 novembre 1977. Cependant, afin de ne pas retarder nos travaux, nous avons décidé d'occuper des locaux temporaires au 12^e étage le 31 octobre 1977.

5. Publicité

Les audiences de la Commission seront publiques. Cependant la Commission pourra tenir des audiences à huis clos si elle le juge nécessaire. La Commission a décidé de ne pas permettre les photographies, la cinématographie et la diffusion par radio ou télévision de ces audiences.

6. Le début des travaux

A cause du retard dans la nomination du personnel clé et dans l'aménagement des locaux, nous n'avons pu entreprendre nos travaux avant le 31 octobre 1977. Cependant aucune rémunération n'a été versée pour une période antérieure à cette date à aucun membre ou employé de la Commission à l'exception du secrétaire dont le salaire sur une base per diem a pris effet le 17 octobre 1977.

7. L'assermentation des commissaires

La cérémonie de la prestation du serment a eu lieu le

23 novembre 1977 et a été présidée par l'Honorable Jules Deschênes, Juge en chef de la Cour supérieure.

Les familles et amis des trois commissaires, le personnel de la Commission et les journalistes furent invités et ont assisté à cette cérémonie.

8. L'organisation du personnel

Durant les mois de novembre et décembre 1977, le contentieux fut organisé et compte présentement quatre membres.

Les travaux pour l'aménagement des installations olympiques et la tenue des Jeux ont requis les services de firmes d'ingénieurs-conseils et de comptables agréés.

Étant donné le très grand nombre de ces firmes qui ont été mandatées de façon directe ou indirecte dans le dossier olympique, la tâche de recrutement de firmes qui ne présentaient aucune possibilité de conflit d'intérêt s'est avérée d'autant plus ardue. Notre choix fut limité surtout dans le cas des firmes francophones qui représentaient une très forte majorité des firmes engagées par les autorités olympiques.

Il y eut aussi des difficultés dans le recrutement du personnel de soutien (rechercheurs, documentalistes et secrétaires) à cause principalement des règlements

de la Commission de la Fonction publique auxquels notre Commission est assujettie.

9. Avis au public

Durant le mois de décembre 1977, nous avons publié des annonces dans des journaux montréalais, invitant toute personne, groupe ou association ayant des renseignements à nous fournir concernant notre mandat à communiquer avec le secrétaire de la Commission. Ces annonces ont paru dans Le Devoir à trois reprises, dans le Journal de Montréal une seule fois, dans The Gazette deux fois et dans The Montreal Star deux fois. Les résultats de ces avis furent plutôt maigres.

10. Interprétation de notre mandat

L'étude de l'arrêté en conseil du 13 juillet 1977 créant la Commission nous a porté à croire qu'il n'est pas dans notre mandat d'enquêter sur les revenus du C.O.J.O. ni sur les retombées économiques des Jeux olympiques.

11. Formation des équipes de travail

Après avoir terminé nos travaux de planification, nous avons formé trois équipes de travail et nous avons

confié à chaque équipe une partie de l'ensemble des sujets à être examinés, balançant en autant que possible la quantité de travail assignée aux équipes.

Des travaux de recherche préliminaires à l'établissement des dossiers de la preuve sont présentement en cours.

12. Nos constatations à date

Le dossier olympique est, pour le moins dire, très volumineux et très complexe. Le temps déjà écoulé nous a permis de compléter en partie seulement nos travaux d'organisation et de recherche. A cause de la nature et de l'étendue de notre mandat et du dossier olympique, nous ne pouvons pour le moment émettre aucune opinion et aucune recommandation. Nous pouvons cependant ajouter que les résultats des recherches à date démontrent qu'il y a matière à enquêter et il nous apparaît important que la Commission continue l'enquête qui lui a été confiée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Le progrès de nos travaux à date indique que les audiences publiques pourront vraisemblablement commencer en septembre de cette année.

Considérant l'importance et les dimensions de ce dossier, l'ampleur des recherches à effectuer, le temps qui sera consacré aux audiences publiques, l'appréciation de toute la preuve et la rédaction de notre rapport final, la meilleure prévision que nous puissions faire quant à la date de terminaison de nos travaux serait le mois de juin 1979 et, si nos prévisions s'avèrent exactes, le rapport final pourrait être soumis au lieutenant-gouverneur en conseil à l'automne 1979.

13. Nos effectifs

Nous avons présentement à notre emploi trente personnes à plein temps, y compris les commissaires, le secrétaire et le procureur en chef. Nous prévoyons que nos effectifs internes maximum seront de l'ordre de quarante.

Par ailleurs, comme nous avons décidé de faire effectuer des expertises en génie et en comptabilité par des firmes indépendantes, nous avons à ce jour engagé deux firmes d'ingénieurs-conseils et sommes présentement à compléter nos besoins en experts comptables.


14. Budget

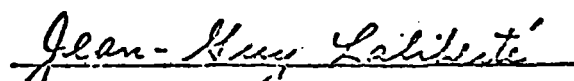
Lors des rencontres qui ont eu lieu entre un représentant du Conseil exécutif et notre président avant même que les travaux de la Commission ne débutent, l'estimation des dépenses pour une année d'opérations a été fixée à \$ 1 million. Cependant, parce que, tel qu'il est mentionné plus haut, nous n'avons pu, d'une part, commencer nos travaux avant la fin de novembre 1977 et, d'autre part, embaucher une grande partie de notre personnel avant janvier et février 1978, le montant total de nos dépenses pour la période se terminant le 31 mars 1978 ne dépassera pas \$ 300,000.

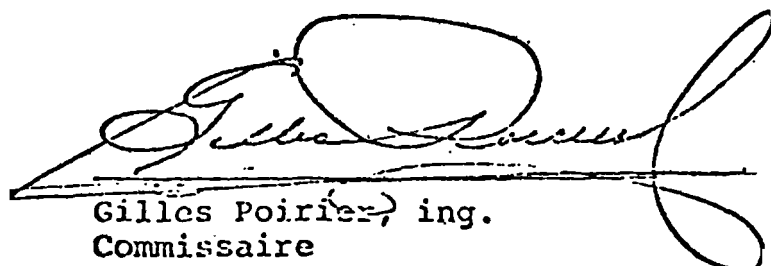
Nous prévoyons des dépenses beaucoup plus élevées pour l'année fiscale se terminant le 31 mars 1979 parce que nous sommes présentement sur le point d'embaucher tout le reste du personnel interne nécessaire pour mener à bien notre enquête et que, par ailleurs, la majorité des travaux d'ingénierie et de comptabilité seront faits durant cette période. Il est très difficile de fixer avec certitude les montants que nous serons appelés à déboursier pour cette année fiscale, mais nous prévoyons qu'ils ne seront pas inférieurs à \$ 2 millions.

Nous désirons assurer le lieutenant-gouverneur en conseil qu'il est de notre intention de consacrer toutes nos énergies et tout notre temps pour mener à bonne fin le mandat qui nous a été confié et que nous sommes à sa disposition pour tout renseignement supplémentaire relatif au présent rapport.

Le tout respectueusement soumis.


Albert H. Malouf, j.c.s.
Président

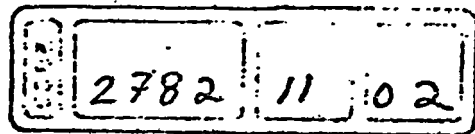

Jean-Guy Laliberté, c.a.
Commissaire


Gilles Poirier, ing.
Commissaire

Le Premier ministre

Québec, le 18 avril 1978

Monsieur le juge Albert H. Malouf
Président
Commission d'Enquête sur le coût de la 21e Olympiade
Palais de Justice
1, rue Notre-Dame Est
Montréal H2Y 1B6



Monsieur le Président,

Le Conseil des ministres, à sa séance du 13 avril, a pris connaissance du rapport préliminaire de votre Commission du 1er avril 1978.

L'arrêté en conseil du 13 juillet 1977 qui instituait la Commission d'enquête prévoyait, entre autres, ce qui suit:

"Que cette Commission soit tenue de faire un rapport préliminaire au lieutenant-gouverneur en conseil sur ses constatations, opinions et recommandations le 1er avril 1978 et de lui soumettre un rapport final le 31 décembre 1978".

L'impossibilité déclarée pour votre Commission d'émettre quelque opinion ou recommandation, la demande implicite d'extension de son mandat à l'automne 1979 et la prévision de coûts élevés pour ses travaux de l'année courante nous obligent à vous demander des renseignements supplémentaires.

Vous trouverez en annexe les questions auxquelles nous aimerions obtenir les réponses les plus précises

.../2

possibles, compte tenu de la nature de votre mandat
et de l'état actuel de vos travaux.

Je vous remercie de votre collaboration et je vous prie d'agréer, monsieur le
Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in black ink, reading "René Lévesque". The signature is written in a cursive, flowing style with a long horizontal stroke at the end.

ANNEXE

- 1- Quels sont jusqu'à présent les résultats des recherches qui démontrent qu'il y a matière à enquêter?
- 2- Compte tenu de l'ampleur et de la complexité des travaux relatifs au dossier olympique, la Commission a-t-elle arrêté une ou des méthodes pour procéder à la sélection de champs particuliers d'enquête?
- 3- Quels travaux de recherches préliminaires à l'établissement des dossiers de la preuve sont présentement en cours?
- 4- Quelle partie de l'ensemble des sujets à être examinés a été confiée à chacune des trois équipes de travail?
- 5- La Commission peut-elle fournir un échéancier approximatif quant à la durée des travaux de recherches nécessaires à chaque sujet d'enquête qu'elle a retenu?
- 6- Combien de temps la Commission prévoit-elle que ses audiences publiques dureront?
- 7- Pour l'année budgétaire se terminant le 31 mars 1979, pouvez-vous nous fournir des budgets pro-forma détaillés, relatifs, entre autres, aux points suivants:
 - a) Total des salaires et honoraires des effectifs internes?
 - b) Total des honoraires à être payés aux experts dont les services seront vraisemblablement retenus?
 - c) Toutes autres dépenses?

Le 18 avril 1978.

A circular black ink stamp. The outer ring contains the number "100-1012345678910111213141516171819". In the center, it reads "APR 1978" at the top, followed by "P.M." in the middle, and "PREMIER MINISTRE" at the bottom.

2782 11 02
JRB

copie mise au cahier du P.M. le 28/4/78
/mc

REPONSES AUX QUESTIONS POSEES

EN ANNEXE DE LA LETTRE DU PREMIER MINISTRE

DATEE LE 18 AVRIL 1978

Question numéro 1

Les résultats de recherche à ce jour nous permettent de faire les constatations et hypothèses suivantes:

1. Réalisations olympiques hors de proportion avec les projets initiaux préconisant la tenue de jeux modestes.
2. Retards dans des décisions capitales à prendre durant la période pré-construction.
3. Prévisions de coût initiales peu documentées et irréalistes.
4. Planification déficiente.
5. Retards dans la livraison des plans et devis de construction.
6. Sous-estimation de la complexité technique des installations du Parc olympique.
7. Déficiences dans l'organisation, la direction et la coordination.
8. Déficiences dans les contrôles financiers et techniques.
9. Nombreux arrêts ou ralentissements de travail.
10. Possibilité pour les entrepreneurs de tirer avantage de la situation prévalant à l'époque.

Question numéro 2

Le mandat de la Commission consiste essentiellement à faire une enquête sur l'augmentation des coûts des jeux et installations olympiques et faire des recommandations valables pour des grands projets futurs. Comme la Commission doit se limiter dans le temps, elle a donc établi un ordre de priorité conforme à son mandat et applicable tant aux entités physiques entre elles qu'à l'intérieur des entités physiques ou groupes d'exploitation à étudier.

Question numéro 2 (suite)

Cet ordre de priorité s'établit de la façon suivante:

1. Détermination des entités physiques représentant les plus grands écarts quant aux prévisions.
2. Pour chaque entité physique retenue, répartition des coûts réels dans des blocs d'activités comparables aux prévisions initiales.
3. Etablissement des blocs prioritaires d'enquête selon l'augmentation entre les coûts réels et les prévisions.
4. Pour chaque bloc d'activités retenu, étude des principaux contrats qui le constituent.

Il n'est pas dans l'intention de la Commission d'étudier tous les sujets qui pourraient faire partie de l'enquête mais uniquement les plus importants selon la méthode ci-avant décrite.

Toutefois, il y aura enquête sur un certain nombre de sujets non-prioritaires d'après le critère d'augmentation de coûts, mais répondant aux autres stipulations du mandat telles que collusion, fraude et intérêt particulier.

Question numéro 3

Sont en cours d'exécution tous les travaux reliés aux sujets qui ont été répartis dans les trois équipes de travail et qui apparaissent à la réponse aux questions 4 et 5.

Questions numéros 4 et 5

Fin prévue des travaux
de recherches

Equipe 1: PARC OLYMPIQUE

- | | |
|-------------------------------|-------------------|
| - période pré-construction | fin mai 1978 |
| - vélodrome | mi-août 1978 |
| - complexe stade-mât-piscines | fin décembre 1978 |
| - autres installations | fin août 1978 |

Fin prévue des travaux
de recherches

Equipe 2:	Village olympique	fin août 1978
	Organisation et tenue des Jeux	fin octobre 1978
Equipe 3:	Trafic d'influence et fraude	fin décembre 1978
	Relations de travail	fin août 1978
	Installations autres que celles du Parc olympique	fin septembre 1978

Il est prévu que les audiences publiques dureront du début de septembre 1978 jusqu'à la fin de juin 1979.

1. Effectifs internes		\$ 900,000
2. Honoraires à être payés aux experts		
- ingénieurs	\$ 1,100,000	
- comptables	500,000	1,600,000
		<hr/>
3. Autres dépenses, comprenant frais de sténographie, taxes aux témoins, huissiers, location de matériel, fournitures, téléphone et frais de voyage		300,000
		<hr/>
		\$ 2,800,000
		<hr/>